



CSAM du 8 octobre 2026

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les représentants de l'administration,

Mesdames et Messieurs les membres du CSA ministériel,

Cette séance du Comité Social d'Administration ministériel se tient dans un contexte particulièrement préoccupant. L'inflation pèse lourdement sur les conditions de vie de l'ensemble des personnels. La hausse continue des prix de l'alimentation, du logement, de l'énergie et des carburants entraîne une perte de pouvoir d'achat devenue insupportable pour de nombreux collègues.

Les dépenses explosent également pour les agents contraints d'utiliser leur véhicule personnel pour se rendre sur leur lieu de travail ou accomplir leurs missions. Le coût des carburants demeure élevé et pénalise particulièrement les personnels affectés dans les territoires ruraux ou éloignés des transports collectifs. Beaucoup n'ont tout simplement pas d'alternative.

Le gel du point d'indice constitue, dans ce contexte, un très mauvais signal. Il accentue le décrochage des rémunérations face au coût réel de la vie.

L'UNSA rappelle que les mesures ponctuelles ne compensent pas l'érosion continue des salaires et que la reconnaissance de l'engagement des agents passe d'abord par une politique salariale juste et durable.

Dans le même temps, le PLF 2027 annonce une nouvelle phase d'austérité. Les agents ont déjà payé un lourd tribut aux restructurations successives, aux suppressions d'effectifs et aux réorganisations permanentes. Aujourd'hui encore, il leur est demandé de faire toujours plus avec toujours moins.

Dans ce contexte social tendu, notre pôle ministériel engage de nouvelles réformes structurelles majeures, notamment la création annoncée d'une direction générale de l'environnement et la réforme des autorités environnementales.

Ces évolutions suscitent de nombreuses interrogations et inquiétudes parmi les agents qui ont besoin de visibilité, de garanties sur leurs missions, leurs conditions de travail, leurs parcours professionnels et l'organisation future des services.

L'UNSA alerte sur le risque de réformes conduites dans la précipitation, sans concertation suffisante ni évaluation claire des conséquences humaines et organisationnelles.

La protection de l'environnement mérite une administration forte, lisible et dotée de moyens humains à la hauteur des enjeux climatiques, écologiques et sanitaires. Cela ne peut se construire contre les agents ni au prix d'une nouvelle dégradation des collectifs de travail.

Face à cette situation, l'UNSA demande des mesures concrètes et immédiates pour améliorer les conditions de travail et soutenir le pouvoir d'achat des personnels, en priorité et en urgence :

- **une revalorisation urgente des frais de mission dont les montants ne correspondent plus à la réalité des prix pratiqués ;**
- **une extension effective du télétravail à 3 jours par semaine lorsque les missions le permettent, afin d'améliorer les conditions de travail, de réduire les temps de trajet et d'alléger les dépenses contraintes des agents ;**
- **la possibilité de récupérer 1/2 journée supplémentaire par mois.**

Ces mesures sont à la fois des mesures de justice sociale, de qualité de vie au travail et de cohérence avec les objectifs de transition écologique portés par notre ministère.

Les agents restent profondément attachés au service public et aux missions qu'ils exercent. Mais cet engagement ne peut être considéré comme acquis ni être continuellement mis à l'épreuve sans reconnaissance ni moyens adaptés.

L'UNSA continuera donc à porter avec détermination les attentes des personnels et à défendre un service public de la transition écologique humainement soutenable, techniquement efficace et socialement juste.

L'UNSA vous remercie.